Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Un-fascisme-du-21eme-siecle>

Un fascisme du 21ème siècle

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : samedi 16 novembre 2019

Description :

Un fascisme du 21ème siècle. Ce fascisme fondé sur le vide idéologique falsifie la mémoire. S'il s'agit d'un passé esclavagiste, comme aux États-Unis d'Amérique, c'est inquiétant ; s'il s'agit d'un présent...Toni Negri

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Ce texte a été écrit en décembre 2018 par Toni Negri, les événements tant au Brésil que plus récemment en Bolivie, et sans doute hélas dans d'autres pays à venir y compris européens s'inscrivent dans le processus décrit par l'auteur.

Ce fascisme fondé sur le vide idéologique falsifie la mémoire. S'il s'agit d'un passé esclavagiste, comme aux États-Unis d'Amérique, c'est inquiétant ; s'il s'agit d'un présent...

La voie démocratique du fascisme

L'affirmation selon laquelle tout pouvoir est un « pouvoir d'exception » est devenue monnaie courante. Cependant, cette déclaration n'explique pas la différence entre un régime fasciste et un régime constitutionnel. « Il n'y a aucune différence », répond celui qui croit en la normalité de « l'exception ». Qu'il aille le dire aux citoyens brésiliens, face à l'imminence de l'arrivée au pouvoir de Bolsonaro, et il entendra la réponse : « Tu es fou ! »

Dans la tradition du marxisme révolutionnaire, l'analogie entre le régime démocratique et le régime fasciste est rejetée. La Troisième Internationale a imposé, dans les années 1920, cette similitude (qui est rapidement devenue une identité), et nous savons comment cela s'est terminé. Il me semble que le concept de pouvoir constituant doit être pris en compte avec la même attention et le même discernement : il ne peut être confondu ni mélangé avec « l'exception politique », avec son exercice - comme le prétendent les adeptes du culte de « l'autonomie du politique » (ceux qui, sur le chemin de Carl Schmitt, ne voient rien dans le pouvoir constituant d'autre que la figure de « l'exception »).

En ce qui concerne ce qui s'est passé au Brésil, il convient de noter, premièrement, le fait que le fascisme n'est pas arrivé par un « coup d'État » classique (en dehors des institutions démocratiques), mais à travers l'exception (comme c'est arrivé plus ou moins avec les fascismes latinoaméricains, jusqu'à Pinochet et l'armée argentine), mais à l'intérieur du processus constitutionnel ; cela ne s'est pas produit par une rupture de la légalité constitutionnelle, mais par la construction constitutionnelle d'une nouvelle légitimité.

Deuxièmement, j'ai tendance à croire que le gouvernement brésilien fasciste n'exercera pas le pouvoir par une mutation externe et violente du régime constitutionnel, mais par une légère réduction (sauf contre la population noire) des libertés civiles et par la gouvernance de la Constitution existante. C'est-à-dire, par la mise en mouvement d'une sorte de « pouvoir constituant » au sein de la gouvernance - fonctionnelle, absorbée en son sein et, en même temps, capable de provoquer de profondes modifications du tissu constitutionnel. Cette voie perverse de la démocratie, désormais établie au Brésil, mais qui a déjà été expérimentée, partiellement ou totalement, dans d'autres situations et pays (Turquie et Égypte, par exemple, sans parler des ex-socialismes) doit être soumise à la critique - se demander ce que « démocratie représentative » signifie aujourd'hui, mais aussi « démocratie » en général, et à partir de là, comment, de quelle manière et avec quels objectifs, doivent agir les personnes qui entendent construire et défendre une Constitution qui respecte la liberté, construise l'égalité et définisse ses conditions ; et enfin, je me demande s'il est encore possible de poser ces questions ou si la trame sur laquelle elles reposent doit être réexaminée.

Coup d'Etat institutionnel

Coup d'État constitutionnel et/ou coup d'État démocratique : on peut appeler ainsi ce qui s'est passé au Brésil et l'intégrer dans une nouvelle typologie universitaire du droit constitutionnel. Le renversement du pouvoir légitimement existant et son remplacement par un pouvoir non légitimé par le suffrage universel, mais par un organe de l'État, le Congrès, se sont déroulés sous un masque constitutionnel. Cela a commencé avec la destitution de la présidente et s'est poursuivi avec son remplacement - simplement par la voie parlementaire, excluant une nouvelle élection générale - peu de temps après le renouvellement de son mandat présidentiel. Le coup d'État a ensuite continué (ce qui n'est pas sans importance) avec l'approbation immédiate par le Congrès, de quelques lois caractéristiques d'un régime néolibéral (parmi lesquelles celle qui interdit l'augmentation des dépenses publiques pendant une longue période) qui de façon expéditive et perfide, a révoqué les paradigmes matériels de la Constitution en vigueur.

Le lien entre la destitution de Dilma pour des raisons politico-morales (corruption) et la déconstruction de l'orientation politique de son gouvernement par l'affirmation constitutionnelle d'un principe néolibéral révèle que sa destitution avait un caractère politique partisan, ce qui la qualifie comme un coup d'État - à la suite d'une modification radicale de la direction politique du gouvernement ou, en d'autres termes, de la Constitution matérielle. Ainsi, la voie était libre pour éviter que, même dans le cas de nouvelles élections, une majorité présidentielle diverse (attribuée par les sondages à Lula) puisse rétablir ce qui était désormais interdit par la Constitution : des propositions non libérales de redistribution des revenus, ou des dispositifs alternatifs à la légitimité économique nouvellement déterminée. À l'appui de la poursuite d'une politique libérale et, partant, dans le sens d'un renouvellement des politiques étatiques en dehors (et avant) d'une légitimation populaire, le pouvoir judiciaire s'est mobilisé à travers la condamnation et l'emprisonnement de Lula et, ensuite, par l'exclusion de pouvoir être candidat. Ce n'est pas un hasard si ce système judiciaire a été immédiatement coopté par le gouvernement Bolsonaro.

Enfin, les élections se sont déroulées sous la menace - une fois encore non extérieure au processus institutionnel - d'une intervention de l'armée nationale, au cas où la gauche triompherait lors des élections. C'est à ce moment que le nouveau président, un fasciste du XXI^e siècle, a été élu, rétablissant ainsi a posteriori la légitimation démocratique du pouvoir. Une restauration très douteuse et pourtant efficace. Dans le gouvernement qui prendra ses fonctions au début de l'année, outre le juge de Lava Jato (l'opération qui, comme le juge Greco l'a expressément déclaré, n'a rien à voir avec *Mani Pulite*), se trouvera un *Chicago Boy* chargé des finances et de l'économie, au ministère des Affaires étrangères se sera un homme lié à la « alt-droite » et aux politiques de Trump, tandis que l'armée se verra confier les fonctions de ministère de l' « ordre ».

Ce chemin pervers qui va de la démocratie au fascisme organisé non par des mouvements extérieurs, mais par les institutions du pouvoir constitutionnel en adaptant les organes de contrôle aux lignes politiques d'extrême droite (de la magistrature en particulier), la mise à jour d'une conception cohérente qui traverse les institutions, détruisant tous les liens et influençant les nouveaux contours formels de la Constitution et la matérialité de son leadership politique, obtient sa garantie dans le processus de légitimation électorale, supprimant ainsi tout caractère éthique du principe démocratique : tout cela impose - lorsque l'indignation s'apaise, si elle se produit - une réflexion sur le sujet même de la démocratie.

Mais ce n'est pas suffisant. Le facho-populisme de Trump-Bolsonaro constitue une nouvelle violation de la démocratie. La démocratie directe est assumée de façon massive et mystifiée par ces dirigeants fascistes, transformée de mode de gouvernement en une figure de légitimation du gouvernement. Les tweets de Trump interprètent cette conversion. Les réseaux sociaux et les médias institutionnels se concentrent volontairement sur cette fonction de légitimation. De plus, on peut dire (et la littérature sur le sujet est vaste) qu'ils la produisent, ou du moins la rendent possible. Lorsque l'indignation sera retombée, nous devons encore soulever le problème de la liberté d'expression attachée au pouvoir. C'est le premier des problèmes qu'un mouvement de résistance doit affronter, avec le drapeau « Livres oui, armes non » (comme on commence à le dire au Brésil), car on devra commencer par libérer la liberté d'expression. À propos, la contradiction entre liberté d'expression (protégée par la Constitution) et argent (= propriété = corruption = usage criminel du mensonge par les médias grand public ...) semble insoluble. Mais seulement pour ceux qui continuent à la voir comme un noeud gordien et ne font pas

confiance à ce qu'une épée puisse le couper. Une force politique qui veut sortir de la boue dans laquelle la démocratie et le fascisme sont enracinés doit poser ce problème comme le premier à résoudre.

Un problème général

Aux États-Unis, un processus similaire à celui du Brésil est en cours. La solidité démocratique et la valeur de la Constitution de ce pays empêchent, pour le moment, que le processus de transformation prenne l'aspect pervers et même grotesque de ce qui se passe au Brésil. Aux États-Unis, la présence des forces de l'opposition peut encore bloquer (ou rendre incertain) la concrétisation d'un processus similaire à celui du Brésil. Cependant, cela ne supprime pas le fait qu'il existe un processus de consolidation réactionnaire du pouvoir. Comme le montre le fort déplacement du parti républicain vers le noyau dur de Trumpien (derrière lequel se trouve la suprématie de la droite droite), les vingt années d'orientation de la Cour suprême dans des positions ultra-conservatrices, la réalisation d'opérations financières colossales pour le contrôle médiatique du vote, etc.

De manière beaucoup plus fragile, mais avec des accélérations parfois brutales, des processus similaires se déroulent également en Italie. Cependant, l'horizon politique populiste se développe en Europe et en Amérique latine. Cette expansion approfondit considérablement le problème que nous posons ici : comment le fascisme s'établit dans et à travers les institutions démocratiques ? Et deuxièmement, qu'est ce exactement que cette insurrection fascisante ?

Nous tenterons donc, à défaut de répondre, d'introduire cette question plus en détail. Contentons-nous pour l'instant de définir cet étrange fascisme, qui se présente en conjugaison étroite avec le néolibéralisme. Mieux encore, essayons de définir les difficultés que -selon ce que nous croyons- nous allons trouver dans son développement d'une nouvelle expérience radicale des théories de Chicago. Les conversions fascisantes de la classe dirigeante capitaliste (pas de l'ensemble pour le moment) semblent en fait déterminées par la nécessité de maintenir par la force, avec tous les moyens de l'État, de façon systématique, un développement toujours plus néolibéral de la crise profonde. Il est important de souligner cette difformité habituelle : la force de l'autoritarisme est appelée à soutenir la crise du libéralisme. Or, selon cette perspective, le fascisme semble se présenter (bien que pas uniquement) comme la phase difficile du néolibéralisme, comme une forte reprise de la souveraineté, comme l'inversion du slogan « d'abord le marché, puis l'État », dans les points où le développement se heurte à un maximum de difficultés, ou là où ses dispositifs se fracassent, ou mieux, là où il fait face à une forte résistance.

C'est un réflexe réactionnaire qui caractérise ce fascisme. Cela le distingue des fascismes des années vingt et trente du siècle dernier, lorsque les réactionnaires agissaient dans l'arène politique, alors que sur le terrain économique, ils pouvaient être relativement progressifs, pseudo-keynésiens. Cette réaction est donc probablement un symptôme de faiblesse, un effet de réponse plutôt que d'attaque. Cela semble être démontré par le fait que cette instance fasciste tente d'utiliser des mécanismes flexibles pour la transformation autoritaire de l'État, plutôt que des techniques autoritaires, calibrant la gouvernance comme une sorte de pouvoir constituant nouveau et pervers. Mais ce ne sont que des prévisions, que seule l'intensité de la future lutte de classe peut confirmer ou infirmer.

Toutefois nous devons encore nous interroger : quel est ce fascisme du 21ème siècle ? Le vingtième siècle a voulu détruire les Soviétiques, en Russie ou n'importe où dans le monde où ils se trouvaient. Où sont les bolcheviks aujourd'hui ? Ce sont évidemment des fantasmes. Mais la fatigue du néolibéralisme à se renforcer et les crises politiques qui s'ajoutent aux crises économiques ressuscitent la peur des bolcheviks. Cette insistance est stupéfiante.

Pour tenter de la rationaliser, imaginons une hypothèse permettant de qualifier ces tendances fascistes à un moment où le développement du mode de production a placé la foule au centre de la lutte des classes. Maintenant, la masse

est un ensemble de singularités, liées par la coopération sociale. L'élément de coopération est pour la masse (en particulier dans la métropole) le point central de son existence de classe. En termes de production, ce pouvoir de coopération conduit la masse vers ce qui est commun. Cependant, lorsque de fortes tensions entrent en jeu, tensions qui agissent sur les singularités (qui composent la masse) par exemple en termes d'insécurité économique ou environnementale et de peur de l'avenir, la coopération massive peut implorer comme défense de l'identité. Le fascisme du XXIe siècle semble s'appuyer sur de tels incidents liés à la nature coopérative de la masse.

Fascisme et néolibéralisme

Si, à l'époque de Platon, les constitutions démocratiques s'avéraient inadéquates pour bloquer la crise de la démocratie, dans la situation actuelle, elles favorisent la montée du fascisme, source de corruption.

Les constitutions démocratiques modernes ont été organisées grâce à la confrontation dynamique d'intérêts, éventuellement en coalition de droite et de gauche, autour d'un modèle d'inimitié et d'une solution pacifique et réglementée de cette inimitié, sous l'hypothèse d'une opposition équilibrée d'intérêts contrastés. Aujourd'hui, la mondialisation a conduit à l'homogénéisation de la gouvernance mondiale (l'on pourrait dire : vers l'homologation), car gouverner dans la mondialisation exige de d'établir le rapport entre Constitution formelle et Constitution matérielle par l'insertion, dans la première, des règles découlant des relations monétaires internationales des entreprises sur le marché mondial - et, par conséquent, d'éliminer substantiellement les conflits/confrontations internes à la constitution elle-même. L'extrémisme central, les grandes coalitions ont été, en ce sens, des moments fondamentaux de la recomposition, par le biais de la gouvernance, de profils constitutionnels étendus. Mais cette phase est terminée et la résurgence des conflits a conduit à une profonde crise des formules traditionnelles de gouvernance démocratique-libérale. Les expériences de rupture se succèdent : *Amérique first*, *Brexit*, et maintenant *Brazil first*, *Italie first* ...

La gouvernance (c'est-à-dire l'ensemble des dispositifs qui ont modelé de manière unifiée l'horizon des gouvernements nationaux et des gouvernements mondiaux) est sujette à des incidents constitutionnels de plus en plus fréquents, qui ont surtout pour effet d'effacer les aspects de la démocratie progressive dont les constitutions ont hérité de la seconde après-guerre et de la fin de la guerre froide. De cette manière, la physionomie des États se transforme aux dépens de la démocratie. La longue crise de 2007 a aggravé les choses. Gouverner la crise impliquait toujours que la crise imposait ses exigences à la démocratie. Aujourd'hui, nous pouvons pleinement évaluer les conséquences de ces incidents. De plus en plus, la dynamique dialectique constitutionnelle est déconsidérée, les oppositions sont intégrées à la gouvernance, le keynésianisme est détruit avec le consensus des keynésiens. Les opérations éventuelles d'exception se produisent directement dans la gouvernance démocratique, comme si elles répondaient aux articulations cachées d'un pouvoir constituant, plutôt qu'à des options et mécanismes contrôlables. Ce que je veux dire, c'est que la transformation suggérée par ces mouvements est commandée par un pouvoir destructeur de la démocratie.

Avec la crise et l'affaiblissement de la puissance US - qui avait établi un certain équilibre global, du moins dans le champ de sa domination-, ces processus se sont accélérés et ont semé le chaos partout. Le nouveau fascisme s'est installé dans ce chaos. En s'appuyant sur le projet néolibéral pour le dominer, trouvera-t-il les conditions d'un développement durable ? C'est très difficile. Dans ces conditions, le néolibéralisme se trouve dans une situation désespérée s'il entend rétablir l'équilibre. Après avoir démantelé ou rejeté le vieil équilibre constitutionnel démocratique, il est maintenant exposé à la vacuité. Il a besoin de quelque chose de nouveau pour répondre à de nouvelles difficultés, et il ne le trouve que sous la forme d'autoritarisme, de fascisme renouvelé... Pour survivre à ce vide, il doit recourir à des instruments médiatiques et idéologiques, il doit diffamer et détruire les forces qui l'ont combattu (parfois timidement, ou même anticipant ses directions destructrices - cette crise est prolongée et profonde, et les responsabilités doivent encore être définies). Ces forces étaient sociales démocrates, keynésiennes.

Mais les néo-libéraux qui constituent la nouvelle formule du gouvernement fasciste au Brésil les appellent communistes et bolivariens, propagateurs du chaos. Aux États-Unis, ce sont les imbéciles de la ville qui subvertissent l'identité nationale. Ainsi, ce fascisme fondé sur le vide idéologique est qualifié de falsificateur de mémoire et de restaurateur réactionnaire d'identités passées. Si c'est un passé d'esclave, comme aux États-Unis, c'est inquiétant ; si c'est un présent d'esclave, comme au Brésil, c'est encore plus grave.

Ne pas avoir peur

Mes amis brésiliens se demandent comment la victoire de Bolsonaro a été possible et pourquoi leurs concitoyens ont voté si massivement. La réponse est simple : ils n'ont pas voté pour le fascisme, mais pour la fin de la corruption et de l'insécurité, à un moment critique pour leur vie ce qu'en réalité, une partie de la population impute au PT. Il n'est pas difficile de penser que la motivation raciste et la défense de la famille (voir la controverse absurde sur la question du genre) ont formé le caillot fasciste de ce malaise. C'est une prophétie facile à dire que, comme nous l'avons déjà noté, Bolsonaro ne pourra pas instituer son gouvernement en tant que régime. A l'obstacle mentionné lié à la conjugaison du fascisme et du libéralisme, une difficulté interne spécifique s'ajoute : face aux obstacles tactiques créés par la dispersion des voix au Congrès, ils seront obligés de continuer à acheter la majorité parlementaire évangélique ou d'autres mercenaires ; le prix à payer aux ruraux pour un soutien électoral, pour le soutien du gouvernement et pour la négociation des limites écologiques à l'expansion de leurs intérêts sera encore plus élevé ; les propositions extrêmes de privatisation du patrimoine public susciteront l'hostilité de l'armée au nom de la nation, etc. Ce ne sera pas facile d'avancer. Et même la consolidation de cette victoire sera difficile, très difficile : elle se heurtera de manière contradictoire aux mêmes constantes de l'économie brésilienne (ouverte sur les marchés internationaux de l'alimentation et de l'énergie, fermée au-delà des limites écologiques d'une importance considérable, tirée par une forte dynamique productive compte tenu de la taille du marché du travail). Nous sommes, semble-t-il, dans une marge où les promesses de la victoire de Bolsonaro se heurtent aux intentions de ses partisans néolibéraux. Comment peuvent-ils équilibrer ? Nous ne sommes pas dans les années 1930, lorsque le fascisme était organisé autour d'une planification favorisant la grande industrie (de la guerre) et le grand capital bancaire - mais avec un excédent, qui représentait des avantages sociaux immédiats pour le prolétariat.

Ce qui nous fait trembler, après la victoire de Bolsonaro, c'est de prévoir les catastrophes que ce gouvernement va faire de toutes façons, car il est incapable de développer un autre projet politique qui ne soit pas une razzia contre les pauvres, les Noirs et, bien sûr, en général, un programme antisocial (comme le montre sa proposition ultra-libérale). Militariste, homophobe, machiste, guidé par la haine envers une population majoritairement noire (nous sommes très loin des 54% de Blancs du recensement de 2000), Bolsonaro sera exposé à une poussée démographique non blanche, qui ne cesse de croître. La catastrophe à venir est énorme et ses conséquences seront prolongées.

Que faire alors ?

Vous devez cesser de pleurer, vous devez vous mettre au travail et vous reconforter en sachant que le tableau fasciste est encore fragile. Dans quel sens, avec quel esprit devrions-nous commencer à travailler ? Les provocations sont déjà nombreuses et vont se multiplier à l'avenir. Dans les universités apparaissent des escadrons et des groupes de droite qui construisent des listes de communistes, les programmes scolaires commencent à être remplis d'invocations d'un passé d'esclave, etc. On ne doit pas avoir peur. Ne pas avoir peur devient l'élément central de la construction d'une résistance.

Le fascisme repose sur la peur. Ici, on réveille et cultive la peur du noir et du communiste. Mais ce couple est un

symbole de la vie et leur lutte est un signe de libération. Les partis de gauche, à commencer par l'irré récupérable PT, sont en crise. C'est dans les relations et dans la re composition politique des noirs et des communistes qu'une gauche radicalement antifasciste peut être construite. Ce passage est essentiel. Il n'existe pas d'antifascisme au Brésil sans une re composition politique des communistes blancs et de la population noire. Il est inutile d'ajouter que l'étincelle de cette re composition, aujourd'hui, réside dans les mouvements féministes. Ce sont des mouvements majeurs et la plupart n'ont pas peur.

Toni Negri *. Venise, Italie, le 2 décembre 2018

***Antonio Negri**, philosophe y homme politique italien.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 15 novembre 2019

[[Contrat Creative Commons](#)]

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.